



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN

ALLEE DES FOUGERES
33380 Biganos

Références : 25-011
Code AIOT : 0005208347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN implanté ALLEE DES FOUGERES 33380 Biganos. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT WESTROCK CELLULOSE DU PIN
- ALLEE DES FOUGERES 33380 Biganos
- Code AIOT : 0005208347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SMURFIT exploite, au droit de sa papeterie SKCP de Biganos, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) autorisée par arrêté préfectoral du 10 février 2010. Cette installation est destinée à recevoir les déchets non valorisables uniquement de la papeterie (déchets en sortie du dépulpeur).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
3	Moyen de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
5	Couverture finale des alvéoles en post-exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Durée de l'autorisation	AP Complémentaire du 30/07/2021, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Registre National des déchets	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43.-II.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Scénarii de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.181-25	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Couverture finale - DOE	AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2	/	Sans objet
9	Bilan hydrique	Arrêté Préfectoral du 10/02/2010, article 8.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a été menée pour faire le point sur l'étude technico-économique (ETE) remise à la suite de l'inspection du 19/12/2025 et portant sur la gestion des déchets issus du processus papetier actuellement enfouis sur site.

Le principal enjeu réside à ce stade dans le suivi sur le long terme du profilage des anciens casiers du CET historique qui semblent s'affaisser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/07/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Durée d'autorisation et étude technico-économique du traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
Prescription contrôlée : APC- 30/07/2021 - article 1 - Durée de l'autorisation
Constats : Pour rappel, l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 22/07/2025 conditionnait la prolongation du site à la remise d'une étude technico-économique (ETE) sur la gestion des déchets issus du processus papetier. Suite à la visite, la version finale de cette étude (deux versions jugées incomplètes ayant déjà été envoyés en date des 20/01/2025 et 13/06/2025) est transmise en date du 19/12/2025. Son contenu et son orientation sont abordés durant la visite d'inspection et sont dans les grandes

lignes les suivants :

- l'ISDND dont l'alvéole 3 est actuellement en cours d'exploitation, verra son vide de fouille comblé d'ici mars ou avril 2027. Cette échéance reste à affiner en fonction de la quantité de plastique entrant dans le process par l'intermédiaire des balles de matières recyclées entrantes puis redirigée vers le centre d'enfouissement ;
- la mise en place d'une installation de traitement de déchet in-situ par voie d'incinération ou de traitement de CSR qui serait opérationnelle à horizon fin 2029 / début 2030. Dans ce cadre, la réutilisation des déchets enfouis dans les alvéoles de déchets n'est pas exclue ;
- dans l'intervalle d'un an et demi durant lequel aucune solution de traitement in-situ ne sera disponible, il sera procédé à la sollicitation de solutions externes : d'enfouissement (ISDND à Lapouyade, PAPREC TERRALIA) et de préparation de CSR (PSI Environnement).

Le traitement du dossier fera l'objet d'une instruction ultérieure et d'un avis de la part du Conseil régional, planificateur en matière de gestion des déchets.

A ce stade, l'inspection note :

- un écart entre le calcul du comblement de vide de fouille et la demande d'exploiter jusqu'au **31/12/2028 (formulée depuis le dépôt du dossier initial)**. Cette échéance est justifiée dans l'ETE par la nécessité d'anticiper d'éventuelles fluctuations de la production de déchets. Pour rappel, la production de déchets étant liée à la qualité et à la quantité des balles de vieux papiers entrantes, il s'agit d'un paramètre de gestion de l'installation dont l'exploitant est responsable. Par ailleurs, sous cette hypothèse, il est estimé un flux entrant à 9500 tonnes, ce qui est cohérent avec les quantités entrantes sur les dix dernières années. Ainsi l'inspection juge cette demande cohérente ;
- l'exploitant a remis une étude chiffrée et complétée répondant aux 6 demandes formulées par l'inspection en date du 09/04/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des lixiviats

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; [...] Le

registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Il est effectivement constaté un suivi sur le point bas de l'installation, néanmoins les écoulements sur le regard haut ne font l'objet d'aucun suivi tracé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant inclut dans le registre de la hauteur des lixiviats le point haut (en plus du point bas) de l'installation avec une attention particulière lors des fortes périodes de précipitations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Moyen de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Caméras thermiques et report d'alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
Prescription contrôlée : [...] VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. [...]
Constats : L'exploitant indique accuser du retard dans la mise en place du matériel de surveillance avec retour d'alarme et il est attendu des éléments de sa part sur ce point. L'exploitant avait envoyé en date du 14/08/2025 la commande en lien avec l'achat de la caméra thermique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>La demande formulée lors de la précédente inspection reste valable et l'exploitant met en place sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dispositif de retour d'alarme automatique associé à un seuil de détection qu'il conviendra de préciser ; - une procédure permettant de tester régulièrement, à une fréquence laissée à la discrétion de l'exploitant, le fonctionnement des caméras thermiques et de l'alerte nouvellement mis en place au personnel .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Détournement des eaux incendies vers le bassin de rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ;100 % de la capacité du plus grand réservoir. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires et de stockage des lixiviats. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits ou déchets qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit ou déchet éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits ou déchets pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière visite, il avait été formulé les deux demandes suivantes :</p>

- L'exploitant veillera à maintenir propre les regards par lesquels transitent les lixiviats. Il présente sous 3 mois la preuve que le regard obstrué a été nettoyé.
- L'exploitant met en place une consigne de fonctionnement de la vanne de redirection des eaux ruissellements internes dans le même délai.

Il est constaté lors de la visite la mise en œuvre effective des actions correctives demandées. **Ce point est considéré conforme.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Couverture finale des alvéoles en post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité des talus du CET en post-exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.

La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :

- une couche d'étanchéité ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est

transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

[...]

Constats :

Le présent constat porte sur les alvéoles en post-exploitation de l'ancien CET, exploitées antérieurement aux alvéoles n°1, 2 et 3 autorisées par l'arrêté d'autorisation du 10 février 2010.

A titre de rappel lors de la dernière visite d'inspection de 2024, le constat suivant avait été établi :

" Il est constaté que le profil d'un talus de l'ancien centre technique d'enfouissement de l'établissement présente une discontinuité notable. Une partie fait en effet apparaître un 'creux' encore relativement léger et dénué de végétation.

Il est attiré l'attention de l'exploitant sur l'entretien des talus des alvéoles en post-exploitation. La forme et la végétation de ces derniers doit faire l'objet d'un suivi et maintenue conformément à l'autorisation initiale."

Il est observé lors de la visite que l'exploitant a bien mis en œuvre les actions correctives demandées par l'inspection avec le remodelage du talus dont le profilé laissait entrevoir une discontinuité notable.

Cette potentielle instabilité des anciens casiers nécessite un suivi particulier dans le temps qui sera dès à présent demandé à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place :

- à fréquence annuelle, un suivi de l'affaissement dans le temps des alvéoles en post exploitation (comparaison des plans topographiques établis entre les années N et N-1) ;
- une comparaison entre l'état initial des alvéoles recouvertes qu'il fournira à l'inspection (plan topographique réalisé suite au recouvrement final d'une alvéole de(s) l'ancien(s) CET) et l'état actuel (plan topographique de l'année N).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour

N° 6 : Registre National des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R. 541-43.-II.

Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>[...]</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a complété l'application Trackdéchets pour 2025. Ce point est jugé conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Scénarii de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Feu d'engin dans l'alvéole n°3
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
Prescription contrôlée : <p>Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut</p>

<p>exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.</p> <p>Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.</p> <p>En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.</p> <p>Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la précédente inspection de 2024, il avait été constaté la présence d'un tracteur agricole permettant d'apporter les déchets. L'exploitant devait démontrer que le tracteur était équipé afin d'éviter toute source d'ignition (équipement permettant d'éviter la production d'étincelle par exemple) pouvant causer un départ d'incendie ou bien mettre en place un plan d'action afin de s'assurer que le véhicule employé pour le déchargement des déchets ne puisse être la source d'un incendie sur l'alvéole de déchet en cours d'exploitation.</p> <p>Par retour de mail du 23/06/2025, l'exploitant indique, photo à l'appui, que le véhicule en question a effectivement été équipé d'un pare étincelle par la société AGRI 33. Ce point est jugé conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Couverture finale - DOE

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Perméabilité de la digue périphérique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 - Couverture finale - Contrôle du niveau de perméabilité de la digue périphérique de l'alvéole 3.</p> <p>La perméabilité des matériaux de la digue de rehausse est inférieure à 1.10^{-7} m/s. L'exploitant réalise les contrôles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la mise en œuvre : une mesure quotidienne de la teneur en eau et de la densité des carbonates après compactage. Les valeurs mesurées doivent correspondre à l'intervalle [OPN-5%, OPN+5%] des valeurs de teneur en eau/densité à l'OPN ;. - à la réception, et pour chaque étape de rehausse : à minima 2 mesures de perméabilité de la rehausse sont réalisées sur place selon les méthodes d'échantillonnages et de contrôles normalisés décrites dans le guide BRGM « Recommandations pour la caractérisation des barrières d'étanchéité des installations de stockage de déchet » (ref. BRGM/RP-53721-FR).
<p>Constats :</p> <p>Un dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour la rehausse des digues de l'alvéole n°3 daté de novembre 2025 est transmis en amont de l'inspection.</p>

Le projet de rehausse de la digue du casier n°3 (de 16 m NGF à 19 m NGF) repose sur l'utilisation d'un mélange spécifique de carbonate et de bentonite, destiné à garantir une perméabilité inférieure à 5×10^{-8} m/s.

Le matériau de base choisi est un carbonate d'origine calcaire, extrait directement sur la plateforme de stockage de Smurfit mélangé à de la bentonite.

Phase de travaux:

La perméabilité du mélange traité est vérifiée au travers de 10 contrôles de perméabilité au simple anneau fermé (internes et externes) durant la phase travaux lorsque le chantier est à l'arrêt (absence de vibration) :

- 4 essais à +17NGF;
- 3 essais à +18NGF;
- 3 essais à +19NGF.

Le document daté du 29/07/2025 intitulé « CONTROLE INTERNE PERMEABILITE DES CARBONATES K < 5.10^{-8} M/S » synthétise les tests de perméabilités effectués en phase de travaux.

Les essais ont été réalisés conformément à la norme XP P94-105 de perméabilités et les résultats sont tous compris entre 1.3×10^{-8} et 4.1×10^{-8} m/s.

Réception des digues par la maitrise d'œuvre :

- Le contrôle de compactage a été effectué entre le 08 et 24 juillet 2025 par la société GUINTOLI au pénétromètre dynamique d'essais selon la norme XP P94-105 sur onze sondages et concluant à une qualité de compactage équivalente à celle d'un remblai. Par ailleurs un suivi du taux d'humidité sur trois jours a été réalisé sur 6 sondages et sur le même intervalle de temps que les tests de compactage : teneur en humidité comprise entre 35 et 39%. Sur un même sondage le taux d'humidité varie a moins de 4% entre deux valeurs extrêmes.
- Un contrôle de perméabilité post-travaux est réalisé le 25/07/2025 par la société SUEZ CONSULTING sur 3 sondages répondant à la norme X30-418 et présentant effectivement des coefficients de perméabilité inférieur 1.10^{-7} m/s.

Les travaux d'exhaussement sont complétés par la pose d'un géotextile drainant sur le talus intérieur.

La méthode mise en œuvre respecte le niveau de performance en matière de perméabilité des alvéoles prescrits dans l'arrêté. **Ce point est jugé conforme.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bilan hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2010, article 8.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, [...], relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés le cas échéant, volume de lixiviats réinjectés [...]).

Constats :

Cf. fiche des constats concernant le suivi de la hauteur des lixiviats.

Type de suites proposées : Sans suite